

Mesures Villepin, la voie néolibérale et antisociale confirmée

A la veille de ses cent jours au gouvernement, le Premier ministre vient d'annoncer une série de mesures qui sont dans la droite ligne des ordonnances déjà prises. Cette cohérence dans les orientations néolibérales se lit d'abord dans la réforme annoncée de l'impôt sur le revenu. Sauf à augmenter d'autres impôts - notamment les impôts indirects qui sont les plus injustes socialement -, il s'agit d'une baisse significative, 3,5 milliards d'euros, du budget de l'Etat.

Avec ces nouvelles mesures fiscales favorables aux couches les plus aisées, le gouvernement pourra de nouveau mettre en avant le niveau élevé du déficit public pour baisser les dépenses publiques. Cela empêchera l'Etat de jouer le rôle qui devrait être le sien pour relancer une croissance aujourd'hui atone. Pendant le même temps, il continuera de faire vivre la dette publique en empruntant auprès des marchés financiers et des catégories riches sous-imposées qui au lieu de payer des impôts vont percevoir des rentes. La baisse du nombre de tranches fait, de plus, perdre à l'impôt une part importante de sa progressivité à l'encontre d'une plus grande justice sociale.

L'augmentation de la prime pour l'emploi, si elle est évidemment bonne à prendre pour les personnes concernées, s'inscrit totalement dans une démarche qui exonère les employeurs de leur responsabilité en matière salariale. Au lieu d'encourager une norme d'emploi de qualité, le gouvernement légitime ainsi les emplois précaires et mal payés. Les sanctions contre les chômeurs et les allocataires de minima sociaux visent à les stigmatiser comme responsables d'une situation qui voit le chômage de masse perdurer. Alors même que les profits des entreprises explosent et que l'investissement productif stagne, s'attaquer aux plus démunis relève d'un cynisme accompli.

Les mesures annoncées concernant le logement ne correspondent en rien aux besoins des familles démunies et vont profiter, pour l'essentiel, aux couches aisées de la population pour leur permettre d'accéder à la propriété. Le cynisme atteint des sommets quand le don de l'Etat des terrains où devaient se dérouler les Jeux olympiques est subordonné au fait que la mairie de Paris y construise des logements intermédiaires et non pas des logements sociaux !

Après la mise en place du Contrat nouvelle embauche, ces mesures sont de nouveaux coups portés à la grande masse de la population. Dans cette situation, la mobilisation unitaire est une nécessité absolue. C'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires sera partie prenante de la journée d'action interprofessionnelle qui doit avoir lieu début octobre.

Le 2 septembre 2005